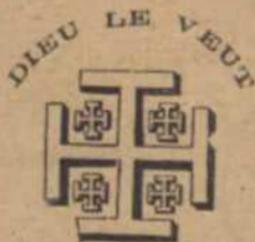


N° 340. — Janvier-Février 1921.

Ce bulletin paraît tous les deux mois.

OEUVRE
DES ÉCOLES
D'ORIENT



Coups d'œil sur la situation.

La Conférence de S. Em. le Cardinal Dubois et la question de la Palestine.

La tradition dans la politique orientale.

La situation en Palestine.

JÉRUSALEM. — Lettre du R. P. Burtin, des Pères Blancs, supérieur du Séminaire de Sainte-Anne de Jérusalem.

L'Arménie martyre.

Nouvelles de nos Missions.

Nécrologie.

PARIS

AU BUREAU DES ŒUVRES D'ORIENT

RUE DU REGARD, 20

A nos Lecteurs

La Rente française 6 % offre aux souscripteurs un avantage exceptionnel dont nous engageons vivement nos lecteurs à profiter : nulle part, en effet, ils ne trouveront un placement aussi avantageux et aussi sûr : six pour cent d'intérêt, sans impôt présent ni futur, et offrant une sécurité parfaite qui repose sur le crédit même de la France victorieuse.

Aussi croyons-nous devoir appeler l'attention de ceux de nos associés qui n'ont pas encore fondé leur souscription perpétuelle, sur cette occasion unique de le faire, aujourd'hui, par le versement d'un capital, relativement minime, de 200 francs, rapportant un intérêt de 12 francs, au lieu des 250 francs nécessaires, jusque-là, pour 10 francs seulement d'intérêt. Ces fondateurs auront ainsi la satisfaction de continuer, après eux, à secourir les pauvres Missions d'Orient, en lutte avec la coalition judéo-protestante qui voudrait ravir à l'Eglise et à la France le berceau de notre Foi, la chère patrie de Jésus, de Marie et de Joseph...

Rappelons que nos Fondateurs participent, pendant leur vie et après leur mort, à toutes les prières et bonnes œuvres qui se font et se feront à *perpétuité* dans les Missions d'Orient, et à une messe qui est dite chaque mois à leur intention.

Rappelons aussi, à ce propos, que notre Œuvre est également autorisée à recevoir les fondations de *messes perpétuelles*. Tous ceux de nos lecteurs qui ont la pieuse et si méritoire intention de faire offrir, après eux, le Saint-Sacrifice, soit pour eux-mêmes, en vue de mériter, dès leur vivant, la grâce d'une bonne mort, et, à leur décès, la miséricorde divine, pour le repos de leur âme, soit pour tel ou tel membre défunt de leur famille : un père, une mère, un époux, un enfant bien-aimé, etc., nous les engageons à mettre à profit cette occasion exceptionnelle pour assurer la fondation d'une ou plusieurs messes perpétuelles, de nous adresser le plus tôt possible, pour chaque messe demandée, la somme très réduite de 200 francs, qui suffit pour obtenir qu'une messe spéciale soit célébrée une fois chaque année, à perpétuité, aux intentions désignées par eux.

Les moyens les plus faciles pour l'envoi des fonds sont : les *mandats ou bons de poste, les billets et chèques*, au nom de **Mgr Charmetant**, Directeur général de l'Œuvre, **rue du Regard, 20, Paris.**

D'ORIENT

COUPS D'ŒIL SUR LA SITUATION

Elle est vraiment déconcertante la politique orientale de la France, depuis plus de deux ans que l'armistice est signé. Sur tous les points du Levant nous ne cessons de commettre les pires erreurs au profit de l'Angleterre, de l'Italie, de la Grèce et même de l'Allemagne, mais au détriment certain de la France!

Tous les accords que nous avons signés, toutes les conventions acceptées par nos diplomates sont finalement contraires à nos intérêts, mais très favorables à ceux de l'Angleterre. Elle nous a engagés dans une guerre avec la Turquie où toutes les charges sont pour nous et tous les profits pour nos alliés qui ont pris la précaution de s'adjuger de solides gages : l'Angleterre à Constantinople et à Chypre, et l'Italie à Rhodes. Quant à nous, on nous a priés d'occuper la Cilicie, mais pour la rendre aux Turcs, d'après les stipulations du traité de Sèvres.

Pour opérer cette restitution, il faudra tout d'abord que la paix avec la Turquie soit rétablie; mais elle ne pourra l'être qu'en renonçant à maintenir les Grecs à Smyrne, en Thrace et aux Dardanelles, c'est-à-dire par la revision du traité de Sèvres.

Aujourd'hui plus que jamais cette revision s'impose, car il saute aux yeux des moins clairvoyants que si nous continuons à sacrifier nos hommes et notre argent en Orient, c'est pour offrir à Constantin, feld-maréchal allemand et beau-frère de Guillaume de Prusse :

1° Smyrne et son territoire jusqu'à plus de 100 kilomètres de la mer;

2° Andrinople, toute la Thrace et plus de 60 kilomètres de côtes sur la mer Noire ;

3° Gallipoli avec la rive européenne des Dardanelles et de la Marmara jusqu'à 30 kilomètres de Constantinople.

Ce serait vraiment de l'aberration de notre part de nous imposer de tels sacrifices pour obtenir de tels résultats !

* * *

Un fait grave s'est produit récemment, dans cette guerre avec les Turcs. Un de nos postes a subi des pertes sérieuses dans l'engagement qui a eu lieu à une soixantaine de kilomètres de Lattaquié. On se demande comment un détachement, parti du front turc, a pu parvenir, sans être signalé, entre cette ville et Alep, pour attaquer un poste français en pleine Syrie ? D'après certains bruits, un frère de l'émir Fayçal, de connivence avec les bolchevistes et les kémalistes, se trouverait dans la zone anglaise, pour préparer une attaque contre les Français, pendant que Fayçal est reçu à Londres par les membres du gouvernement britannique.

Quoiqu'il en soit, il y a pour nous, en tout cela, un avertissement sérieux, car nous savons que depuis longtemps les bolchevistes aident les nationalistes turcs et, par leur intermédiaire, tentent de se rapprocher des Arabes; leur propagande dans les Indes est considérable; ils ont même engagé des pourparlers avec les Chinois.

Il devient donc de plus en plus urgent, si nous voulons éviter les pires catastrophes, de nous entendre directement avec la Turquie, en donnant satisfaction à ses justes revendications par la revision du traité de Sèvres qui d'ailleurs n'a pas encore été ratifié par les Parlements des nations alliées.

Ces agissements des bolchevistes doivent être surveillés de près, d'autant plus que leur principal espoir, pour la réalisation de leur plan de destruction universelle, est dans la complicité de l'Allemagne. Elle est de connivence avec eux pour miner la puissance britannique de tout l'Orient : ce n'est pas pour rien que, contrairement aux prescriptions du traité de Versailles, elle a envoyé une mission militaire à Angora, pour se mettre à la disposition des kémalistes. Elle a partie liée avec la Russie des Soviets pour supprimer la Pologne qui empêche leur libre communication, pour

fomenteur en Angleterre, en Italie, aux Etats-Unis et surtout en France tous les mouvements révolutionnaires qui pourraient briser leur force et les affaiblir au point de les mettre définitivement sous la terrible férule germano-bolcheviste.

Il est certain que si l'Allemagne avait accompli son devoir de nation civilisée vis-à-vis la barbarie bolcheviste, celle-ci serait déjà anéantie et peut-être ne serait jamais née, car c'est elle qui a inventé et poussé au pouvoir les Lénine, les Trotsky et autres Juifs plus ou moins camouflés d'Allemands ou de Russes. Dans sa rage de revanche et de haine pour les Alliés, elle encourage et soutient les bolchevistes, avec l'espoir de les déchaîner un jour contre nous et d'arriver ainsi à la réalisation de son ancien rêve : la domination universelle.

En attendant, elle s'insinue partout où elle entrevoit la possibilité de nous affaiblir et de nous combattre plus ou moins sournoisement. Elle est maintenant à Angora et sera demain à Athènes où elle agira contre nous, soit par Constantin soit par le diadoque, puisque tous les germanophiles sont maintenant au pouvoir. Soyons persuadés qu'elle travaillera à rétablir à son profit le rapprochement des Grecs et des Turcs, ces éternels rivaux, et avant peu, si nous n'y prenons garde, elle parlera en maître à Constantinople, à Sofia, à Bucarest et dans tous les Balkans. Peut-être est-ce un nouvel empire d'Orient que Lloyd George prépare en faveur de Constantin, à qui il se réserve d'offrir Constantinople comme siège de cet empire.

* * *

Voilà ce que la France ne peut ni ne doit ignorer. N'attendons pas qu'il soit trop tard pour agir. Si l'Allemagne affecte d'oublier qu'elle est vaincue, nous devons le lui rappeler et lui montrer que nous sommes les vainqueurs, en exigeant l'exécution intégrale du traité de Versailles qu'elle a signé. Malheureusement chacun sait que les difficultés, à ce sujet, ne viennent pas seulement de l'Allemagne mais aussi de nos alliés ! Il est de notre honneur de passer outre, et c'est aussi notre intérêt. Nous ne ferons en cela que les imiter, car eux n'ont d'autre préoccupation que leur intérêt immédiat. Pour l'exécution du traité de Versailles comme pour la revi-

sion de celui de Sèvres, sachons vouloir et parler plus haut que nous le faisons depuis deux ans, dussions-nous froisser nos amis, ce qui ne pourrait se produire, si nous avions moins hésité et moins attendu.

Inutile d'ailleurs de se faire illusion : le traité de Sèvres apparaît de plus en plus fragile et le nationalisme turc de plus en plus fort. Pas un Turc, qu'il soit gouvernemental ou kémaliste, n'acceptera de ratifier un traité qui enlève à son pays Smyrne, la Thrace, les Dardanelles.

On a eu tort, dès le début, de ne voir en Mustapha Kémal qu'un chef de bandes, tandis qu'en réalité il incarnait le nationalisme turc. Aujourd'hui, par suite de l'occupation anglaise, le véritable siège du gouvernement n'est plus à Constantinople mais à Angora, dans la main de Kémal dont la position se fortifie de jour en jour. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons : notre intérêt est de nous entendre avec lui sur la révision du traité de Sèvres. Ce serait le moyen le plus sûr de ruiner l'influence allemande et les projets bolchevistes en Asie Mineure où déjà ils viennent d'ériger l'Arménie en république soviétique.

Nous savons que les kémalistes sont tout disposés à traiter de préférence avec nous, parce qu'ils savent que nous voulons une Turquie indépendante et moins démembrée. Ils accepteraient même une sorte de protection française plutôt que le protectorat anglais, parce qu'ils veulent que leur pays reste libre et n'ait pas à subir le sort de l'Égypte. S'ils se sont alliés aux bolchevistes, c'est à cause du débarquement des Grecs à Smyrne, sous la protection de la marine anglaise.

C'est donc le moment d'agir et de prendre des décisions énergiques, sans quoi la question orientale va de nouveau se compliquer de telle façon qu'une nouvelle guerre mondiale peut en sortir, beaucoup plus terrible et plus féroce que celle qui vient de déchaîner tant de calamités et d'horreurs sur notre pauvre humanité.

Prions Dieu et les Saints Protecteurs de la France de nous venir en aide et de rendre nos hommes d'État plus clairvoyants.

F. C.

LA CONFÉRENCE DE S. ÉM. LE CARDINAL DUBOIS ET LA QUESTION DE PALESTINE.

Les articles publiés dans ce bulletin sur la Palestine trouvent leur confirmation dans les pages suivantes, empruntées à la magnifique conférence faite par Son Éminence le cardinal Dubois, à la « Société Normande de Géographie » :

Ce que pensent les habitants de Palestine.

Dès notre arrivée à Jérusalem, une délégation du Comité islamo-chrétien était venue avec son président, Arif pacha, nous trouver au patriarcat latin. Représentant autorisé et qualifié de tous les habitants de Palestine, — catholiques, orthodoxes, musulmans et même juifs indigènes, — ce Comité nous laissait par écrit la charte de ses revendications déjà soumises d'ailleurs aux puissances et au Saint-Siège. Nous le citons textuellement :

« 1^o Que la Syrie, connue par ses limites du Taurus à Rafah, soit unifiée et indépendante de toute autre contrée ;

» 2^o Que la Palestine ou Syrie du Sud, partie intégrante et indivisible de la grande Syrie, n'en soit détachée d'aucune façon et pour n'importe quelle raison et qu'elle jouisse de son autonomie intérieure ;

» 3^o L'interdiction absolue de toute immigration juive. Le Comité s'oppose formellement à faire de la Palestine un « foyer national juif ».

Le document ajoute : « Le moindre privilège accordé aux sionistes susciterait un nouveau Balkan, et les habitants se verraient obligés de sacrifier leur vie. »

Les troubles récents survenus à Jérusalem, où le sang a coulé, ne seraient-ils pas dus aux faveurs dont y jouissent actuellement les Juifs immigrés ? Ils y sont déjà nombreux, ayant eu toute facilité pour faire le voyage. Ils y drainent le commerce et, soutenus par de riches coreligionnaires, tiennent en échec la population indigène. Cet exode à rebours continue avec la protection de l'Angleterre, qui veut s'assurer ainsi des concours dévoués.

La question sioniste est plus grave et plus complexe qu'on ne le soupçonne généralement. Il semble bien qu'il s'agisse ici d'une

manœuvre politique et économique, bien plus que d'une tentative désintéressée de reconstruction nationale.

Que veut-on faire ?

On entend parfois formuler à cet égard d'étranges propositions : « Parfaitement, dit-on. La Palestine aux Juifs, comme la France aux Français et la Belgique aux Belges. Rien de plus juste. »

Ce serait juste si les faits n'y contredisaient. Le peuple juif a perdu son autonomie depuis près de deux mille ans. Ceux qui sont demeurés au pays, fidèles à leur culte ou convertis au christianisme ou à l'islamisme, y ont vécu mêlés à d'autres concitoyens, Arabes chrétiens ou musulmans. Ces Juifs-là sont chez eux en Palestine.

Les autres, dispersés dans toutes les parties du monde, y ont acquis une nationalité nouvelle ; ils sont Français, Allemands, Anglais, Russes, Autrichiens, etc. Aucun n'est Juif — tout simplement.

Et s'il suffisait de ce titre — exclusivement religieux — pour fonder en justice les revendications du sionisme, ne serait-ce pas traiter la religion juive — et elle seule — en privilégiée ?

Peut-être l'opinion d'un rabbin aura-t-elle ici plus de poids que celle d'un cardinal ? Eh bien ! je verse au dossier de cette affaire celle du grand rabbin de Jérusalem qui, le 1^{er} janvier dernier, me déclarait publiquement et tout net qu'il était antisioniste.

L'unité de la Syrie.

Le sionisme ne regarde qu'indirectement la France. Les deux autres points des revendications du Comité i-lamo-chrétien la touche de plus près. Ils signalent, en même temps qu'un danger pour le pays, un état de l'opinion dont les diplomates avaient à tenir compte, aussi bien d'ailleurs que l'Angleterre elle-même.

La Syrie est une — géographiquement et ethnologiquement. Elle a ses frontières naturelles, entre lesquelles elle aspire à se développer librement. A l'ouest, la mer Méditerranée, au nord et au nord-ouest, les montagnes du Taurus et de l'Anti-Taurus ; à l'est, le bassin supérieur et moyen du Tigre et le désert ; au sud, l'Arabie ; au sud-ouest, le Sinaï (1).

(1) Telles sont les limites naturelles de la Syrie, qui s'étend sur les quatre vilayets d'Adana, d'Alep, de Beyrouth et de Damas et les trois mutessarifiches de Zor, du Liban et de Jérusalem.

Ses habitants sont — en immense majorité — de même race ; la proportion des Juifs n'y est approximativement que de 9 pour 100. Les Arabes forment à peu près le reste, groupés par religion ou par rites, mais tous se réclamant d'une même origine et parlant entre eux la même langue. Ainsi catholiques (melkites, maronites ou syriens), grecs orthodoxes ou musulmans, s'unissent pour demander, avec leur indépendance, l'intégrité de leur territoire national. Ils s'appuient, et avec raison, sur les principes proclamés au Congrès de la paix et sur les déclarations des alliés.

L'idée d'un sectionnement avec un double mandat de nations différentes, l'un sur la Syrie du Nord, l'autre sur la Syrie du Sud, leur paraît une monstruosité politique. « Est-il équitable, lisons-nous dans une protestation que nous a confiée officiellement l'Association musulmane de Caïffa (nous l'avons remise nous-même à M. le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères), est-il équitable de proclamer indépendants des peuples que l'on a sectionnés, de briser les liens d'une nation unie ? Alliés, si vous réfléchissez un instant, si vous vous mettez à notre place, accepteriez-vous une division qui mettrait en pièces votre pays et vous ferait perdre votre nationalité ? Sont-ce là la protection des faibles et l'affranchissement des peuples, principes au nom desquels vous avez souffert les horreurs de la guerre ? A vos consciences et à vos convictions de répondre. »

Le mandat.

Donc, la Syrie une et indépendante. Sur ce point, unanimité parfaite.

Sous quel mandat ? la question ne devrait pas se poser, ou du moins, posée, la solution s'ensuit d'elle-même, évidente. L'occupation anglaise, les interrogations de la Commission américaine chargée de recueillir les vœux des populations, certaines promesses ont pu rallier des suffrages à l'Angleterre ou à l'Amérique : la France, affirmons-le, n'a pas cessé d'avoir la première place dans le cœur des populations.

Affaire de sentiment et aussi de justice. Ses entreprises comme ses œuvres ont été et demeurent un bienfait pour la Palestine. Elle y a des intérêts considérables engagés. Sa part y est supé-

rieure de beaucoup à celles des autres puissances; sa primauté dans sa participation aux entreprises publiques lui crée une sorte d'hypothèque instinctivement reconnue par les habitants et qu'elle est en droit de faire valoir, aujourd'hui encore, devant les nations concurrentes.

Combien de fois n'avons-vous pas entendu, par les indigènes eux-mêmes, citer pour s'en prévaloir et nous en faire honneur, ces droits de la France sur leur pays ?

Les longs siècles de sujétion qu'ils ont dû subir ne leur ont pas permis de s'instruire suffisamment aux choses politiques et aux règles pratiques d'une bonne administration. Conscients de leur faiblesse, ils réclamaient un guide et un appui; à leur yeux et pour leur cœur, ce ne pouvait être que la France.

Est-il donc vrai que ce ne sera pas la France ?

Rien n'est définitif ici-bas. Les peuples déçus dans leurs longs espoirs et dans leurs revendications légitimes se ménagent au moment voulu une juste revanche.

D'ailleurs, les clauses du traité avec la Turquie n'ont pas reçu l'approbation des Chambres. On peut donc les discuter encore et en saisir l'opinion. Et c'est bien un peu notre droit.

Français, nous ne saurions voir sans tristesse la France perdre en Palestine sa prépondérance séculaire, et faire le sacrifice de tant d'intérêts.

On nous permettra de parler sans détours. Entre alliés comme entre amis, la franchise est préférable aux silences chargés d'arrière-pensées.

L'Angleterre aurait donc le mandat sur la Palestine... Une telle décision, conforme, paraît-il, à des engagements antérieurs et à des promesses faites l'an passé, qui liaient le gouvernement actuel, nous étonne et nous attriste. Est-ce que les intérêts engagés, les œuvres fondées par l'Angleterre en Palestine l'indiquaient pour ce rôle?... Il semble bien, d'autre part, qu'elle n'avait aucun droit politique à y faire valoir. La conquête seule et l'occupation du territoire créaient en sa faveur un état de fait, mais un autre fait, l'unité de front, ne lui permettait pas de se prévaloir d'une victoire gagnée en commun.

Et qu'on ait dû céder, qu'on ait passé outre aux raisons qui mi-

litaient pour la France, n'est-ce pas un sacrifice singulièrement lourd pour notre patriotisme ?

La France peut revendiquer légitimement la possession du Saint-Sépulcre. Elle est, en Terre-Sainte, à la fois bienfaitrice de tous et tutrice des chrétiens. Ceux-ci comptaient sur elle ; sur elle seule. Et à leur appel, c'est une autre puissance qui va répondre !

Un journaliste l'écrivait excellemment ces jours passés (1) :

« La renonciation économique est peu de chose en comparaison de la suppression radicale du privilège politique séculaire qui a assuré depuis le moyen âge la prépondérance de la France en Orient. Non seulement la garde des Lieux Saints est abandonnée à une Commission britannique, sous le contrôle de la Société des nations, mais la protection de toutes les minorités est attribuée à la Société des nations. Le protectorat catholique est absolument supprimé.

» La France — continue-t-il — subit de ce fait une véritable déchéance particulièrement humiliante au lendemain des immenses sacrifices qu'elle vient de faire à la cause du droit et de la justice. Les services rendus par notre pays à la cause de la civilisation méritaient une autre récompense. La réforme ne peut même pas invoquer des raisons d'efficacité. Le protectorat catholique a fait ses preuves. La Société des nations n'est encore qu'un mot et tout dans son action est à improviser. Notre seul espoir est que les inévitables discussions soulevées par le traité laisseront à l'opinion française le temps nécessaire. »

Non, on ne comprendra pas que nos droits, nos intérêts, notre honneur même subissent là-bas un douloureux échec, et que nous perdions, après une victoire où nous avons eu la plus large part, le bénéfice d'une politique et d'une bienfaisance millénaire qui avaient porté si haut en Orient le prestige de la France.

Ne faut-il pas reviser le traité turc ?

Nous disons nos regrets. Il nous faut maintenant nous acquitter d'un devoir.

Mandataire de la France en Palestine, nous avons promis de

(1) Saint-Brice, *le Journal*. — *Correspondance d'Orient*, n° 237, p. 383.

nous faire à notre retour l'écho des populations qui, soit d'un élan spontané, soit par l'organe de leurs Comités, nous traduisaient (on a vu en quelle langue enthousiaste et nettement précise) leurs aspirations et leur volonté.

Or, sur deux points au moins le traité de paix avec la Turquie ne paraît pas leur donner satisfaction.

Le peuple de Palestine tout entier ne s'est jamais résigné à son sort. Toutefois il a aspiré à l'indépendance et à l'unité.

Par la victoire des alliés, il secouait le joug. On nous a dit de quelles acclamations il a salué l'armée libératrice.

Son unité lui restait à conquérir. Le principe si souvent proclamé de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes brillait à ses yeux comme une espérance, il avait foi en la parole des puissances victorieuses.

Et voici qu'est sanctionnée cette division factice entre la Palestine et la Syrie du Nord; qu'on refuse à la grande Syrie de se constituer dans ses limites naturelles.

Les Syriens ne sont-ils pas autorisés à dire : « On a méconnu nos droits, on a fait bon marché de la promesse au moins implicite qu'ils seraient sauvegardés par les grandes puissances. »

Quelle déception !

Ce n'est pas tout. On crée pour les juifs en Palestine un « Foyer national ».

Mesure dangereuse et pleine de menaces pour l'avenir. Attirant des juifs étrangers, ce « foyer » compromettra l'équilibre gardé jusqu'ici entre les divers éléments de la population; il entretiendra à l'état permanent des dissensions et des haines qui, à certains jours, éclateront en guerre civile. Des déclarations formelles nous furent faites en ce sens. Nous les avons transmises sur place aux autorités anglaises elles-mêmes. Des événements récents nous donnent lieu de croire qu'elles n'étaient pas lettre morte, hélas!... Et nous entrevoyons en le redoutant, un autre péril, celui de pan-islamisme. *Caveant consules!*

On nous excusera d'avoir en quelques lignes déchargé notre âme.

Aussi bien le silence sur ces questions vraiment nationales nous aurait trop pesé, après ce que nous avons vu et entendu; — après, surtout, les doléances qui nous sont parvenues et qui sont dictées

par un immense regret et, malgré tout, une indéfectible confiance envers la France.

Dieu veuille que cette confiance ne soit pas trompée ! La Providence a sans doute ses desseins et ses vues qui ne sont pas les nôtres. Espérons quand même. Espérons encore !

LA TRADITION DANS LA POLITIQUE ORIENTALE

Il nous plairait de pouvoir observer une certaine hiérarchie dans le choix des qualificatifs. Durant notre lutte contre les Allemands, un souverain qui se joignait à Guillaume II et marchait contre nous, après nous avoir dûment déclaré la guerre, pouvait être appelé roi félon ; il trahissait en effet la cause de la justice qui incontestablement était la nôtre. Mais si, en plus, ce roi félon, par surprise, sans nous déclarer la guerre, par le plus criminel des brigandages, avait fait assassiner à coups de mitrailleuses cinquante de nos soldats français bivouaquant pacifiquement, pour leur service, à un carrefour de sa capitale, quel nom faudrait-il donner au coupable ? La question était posée à nouveau ces jours derniers à l'Angleterre et à la France, les deux associées contre lesquelles le crime a été accompli à Athènes en 1916 ; or, le 23 décembre 1920, par l'organe de son premier ministre, l'Angleterre, pour son compte, a résolu le problème, elle a dit : « Je tourne le dos à la France et je prends Constantin pour ami ! » « La Méditerranée, s'est écrié M. Lloyd George, à la Chambre des Lords, est vitale pour l'Angleterre et nous avons besoin de l'amitié du peuple grec ! » Il y a donc des peuples chez lesquels les besoins commandent la morale. On ne sait pas bien si les Carthaginois auraient osé manifester pareille désinvolture ; mais on comprend peut-être de plus en plus comment le contact forcé avec le suzerain Lloyd George peut acculer jusqu'au désespoir et à la révolte les Irlandais exaspérés. Cependant nous tenons à mesurer nos paroles et à ne permettre à notre sentiment justement indigné aucun excès ; nous voulons donc continuer à croire que M. Lloyd George fait de son rôle un abus administratif, que la nation anglaise, dans son fond, est infiniment meilleure que ses actuels dirigeants qui la trompent

et l'égarant. Je prends à témoin une bonne partie de la presse du Royaume-Uni qui semble dicter à nos timidités d'opportunes protestations. A Londres, l'erreur n'est peut-être que celle du petit nombre. Certains Anglais sectaires par tempérament et certains Français soumis d'avance à tous les abandons sont présentement associés pour ruiner, hélas ! cette entente franco-britannique qui devait être, dans la paix, l'équilibre du monde. Le meilleur moyen de défendre cette précieuse amitié était d'employer la franchise et d'exiger de bons comptes entre les deux nations. Pour notre part, et dans la modestie de notre rôle, nous avons ardemment réclamé, pour l'Orient, que les mandats fussent répartis selon la justice des droits et les exigences d'une loyale association; ce n'est donc pas nous qui serons comptables du désastre que sera la brouille.

Quoiqu'il en soit, la Grande-Bretagne, qui marche avec Constantin, marche en Grèce contre la France; elle marche contre la France en Palestine; elle est contre elle à Mossoul, contre elle à Constantinople; partout en Orient elle se dresse contre nous. Ouvertement elle nous fait de toutes parts des empêchements formidables. A ses empêchements contre nous si nous ne répondons pas par des empêchements contre lui, M. Lloyd George continuera à nous brimer et à accroître le malaise commencé entre les deux peuples.

Au reste, gardons-nous de concevoir aucun projet agressif contre l'Angleterre. Contentons-nous dès maintenant de cesser de l'appuyer là où son action est spoliatrice de nos vieux droits acquis. Or, directement ou indirectement, nous l'avons aidée partout dans le Levant. Nos troupes qui sont près de Constantinople, nos divisions qui sont en Syrie et en Cilicie, occupent et tiennent en haleine les masses turbulentes des Turcs et des Arabes. Et c'est pourquoi les Anglais ne sont pas encore chassés des rives du Tigre, pourquoi ils sont tranquilles sur le Bosphore, pourquoi la Grèce, qui est leur Portugal du Levant, a pu avancer en Asie Mineure. Réveillons-nous, quittons une situation qui est de nature à nous valoir les moqueries du monde entier, reprenons de la sagacité gauloise; laissons l'Angleterre à ses risques et périls orientaux et ne défendons plus que la seule France

dont les intérêts outragés n'ont pas trop de nos vigilances. Ne nous battons plus, en Turquie, pour les beaux yeux des coloniaux britanniques; acceptons la paix que nous proposent les Turcs et rentrons ainsi dans notre tradition.



Depuis notre roi François I^{er} l'accord de la France avec la Turquie a eu pour but de défendre, en Orient, par l'harmonie d'un traité, les « *giaours* » malheureux, les chrétiens qui, selon la juste expression de M. E. Lamy, restaient comme des îlots de civilisation élevés au milieu de la mer musulmane. L'intervention puissante et pacifique de la France venait empêcher que la stérilité et les fureurs de l'Islam ne finissent par submerger les débris mêmes du christianisme oriental. Tels étaient le caractère et l'originalité de notre rapprochement avec la Turquie. Le retour à un accord analogue doit avoir le même sens et la même qualité. Si nous devons un jour prochain avoir pour *alliés* les Turcs repentants, ce sera pour mieux servir les intérêts des chrétiens qui sont quelque chose de nous-mêmes, qui sont notre *clientèle* séculaire.

Quand les Turcs sont influencés par des contacts honorables on peut tirer de bons résultats de leur nature dont la plasticité relative est fort intéressante. Par ce moyen nous pourrions retrouver ce bon Turc dont les salamalecs et l'empressement sont si agréables sur le Bosphore à nos touristes et à nos poètes de passage à Constantinople. C'est par ce moyen aussi qu'il nous faudra, en exigeant des gages, écarter à tout jamais la besogne horrible du Turc ami des Allemands, de ce Turc qui, à cause de ses fréquentations chez Guillaume II, a été de 1914 à 1918, le plus terrible bourreau de tous les temps. La distinction nécessaire que nous établissons entre les deux Turquies montre que, dans notre pensée, il n'y a rien de discourtois pour les Turcs de bonne volonté qui vont reprendre le dessus.

Nous redoutons les enthousiasmes subits de gens oublieux et des têtes étourdies. En entendant parler d'un accord possible avec les Ottomans, déjà beaucoup cherchaient à découvrir que sans exception les sujets d'Abd-ul-Hamid étaient gracieux, généreux, beaux, magnanimes. Il s'empresaient d'oublier l'orgie

et le carnage récents où plus d'un million de chrétiens ont trouvé l'outrage et la mort, où un archevêque français a été martyrisé!

Durant la grande guerre, sur les territoires d'Asie où avec les Allemands les Jeunes-Turcs étaient souverains maîtres et seigneurs, ils ont tenu à leur merci les pauvres petites minorités chrétiennes, les Chaldéens, les Syriens, les Jacobites, les Nestoriens comme les Arméniens, et nous savons ce qu'ils en ont fait. Nous savons les noms des évêques catholiques tombés, le nombre des fidèles disparus. Horrible résultat des mauvaises alliances! Dangers de l'amitié avec les Germains! Le devoir de la France sera donc, tout en traitant avec humanité les populations turques de se rappeler les journées ensanglantées d'un passé tout récent et de donner aux chrétiens l'appui enfin efficace qu'ils attendent en ouvrant leurs bras vers nous. Notre doigté et notre délicatesse sont particulièrement aptes à semer et à faire germer la bonne entente parmi musulmans et chrétiens ottomans. Les uns ont besoin des autres sur la même terre.

* * *

Une entente franco-ottomane peut être de nature à redresser notre situation en Méditerranée orientale. Elle nous permettra de cesser contre Mustapha Kémal et peut-être contre les Arabes des hostilités dont les Britanniques sont seuls à tirer un profit certain. Nous pourrions ainsi faire rentrer en France ces énormes contingents français de 70000 hommes dont la petite contrée qu'est la Syro-Cilicie n'exige pas et surtout ne mérite pas la dépense. Je ne dis pas qu'il faut abandonner les régions que nous occupons présentement, puisque je les considère comme l'indispensable entrée, mais la simple entrée, d'une zone française qui doit aller sept cents kilomètres plus loin. Seulement nous estimons que cette toute petite province de Syro-Cilicie doit être administrée à peu de frais. Les besoins réels, mais passagers, d'aujourd'hui furent créés par des intrigues et des trahisons britanniques; ils doivent prendre fin; autrement la disproportion entre l'exiguïté de ce premier lot français et l'immensité de la dépense atteindrait les limites du scandale. Quoi qu'en disent les ignorants (on peut con-

naltre le cunéiforme et ignorer la valeur de Mossoul) le contrôle français est facile en Turquie ; après une mise en train bien étudiée il ne doit rien coûter à la nation mandataire. Dans le nord de la Mésopotamie notre tutelle doit enrichir la contrée et enrichir la France, elle doit franger d'or son drapeau qui sort glorieux, mais tout en lambeaux, des combats de la guerre. J'espère qu'il est bien inutile d'appuyer de preuves nouvelles cette vérité incontestable. M. de La Palisse lui-même n'aurait pas senti la nécessité de répéter que les Indes, l'Algérie, la Mésopotamie de Ninive et le Canada sont des terres non pas nuisibles, mais profitables au peuple qui en possède l'administration. Nous estimons que nos contradicteurs poussent un peu loin la plaisanterie imbécile de M. de Voltaire et que ce n'est pas intelligent. En étendant la souveraineté effective ou nominale des Turcs en Thrace, à Constantinople, à Smyrne, au Taurus, en établissant une souveraineté de fédérations à Mossoul et au Kurdistan, la France, sur l'ensemble de ces provinces, obtiendra pour elle des avantages économiques qui assureront sa primauté et écarteront définitivement le drapeau britannique.

Il est certain que le retrait de nos troupes françaises, que la liberté de mouvement qu'obtiendront les Ottomans ne seront pas favorables aux Anglais. Mais comme la France n'est pas encore et ne sera jamais une colonie de la Couronne d'Angleterre, elle ne doit pas nourrir de souci trop considérable pour l'avenir de sa rivale acharnée.

Cet accord avec les Turcs pourra amener un mouvement de large envergure où le jeu de la France produira des résultats tangibles et certains. Par la force des choses et de choses que je ne veux pas exposer aujourd'hui, la Grande-Bretagne sera amenée à se contenter de son contrôle en Perse, en Arabie et à Bagdad. Elle abandonnera la **Palestine** et **Mossoul** où la France devra reprendre comme en **Syro-Cilicie** le premier rang qu'elle y avait avant la guerre. Pour administrer cette primauté exclusive, une armée de soldats et une armée de fonctionnaires français seront deux choses inutiles. On trouvera sur place et dans la population territoriale tout le personnel et tous les cadres d'une heureuse administration autant que d'une bonne police. Ne nous

imaginons pas qu'il faut transporter dans le Levant du fonctionnarisme français. Faisons des économies !

Mais la nécessité première consistera à écarter l'Anglais de la **Terre-Sainte** et de la **Mésopotamie du Nord**, c'est-à-dire du pays des sanctuaires et du pays de Ninive. Nous croyons que l'Angleterre ne tardera pas à comprendre nos droits et qu'ainsi la bonne amitié reviendra entre Paris et Londres. A ce retour j'indique ainsi les conditions indispensables.



En attendant la réalisation de nos espérances catholiques, l'Œuvre d'Orient parcourt la France. Elle s'en va, dans les grands diocèses, chercher des ressources nécessaires à la vie de notre apostolat oriental. En face de l'or protestant répandu à pleines mains nous ne pouvons pas laisser dans la détresse nos congrégations religieuses du Levant. Nous ne devons pas laisser périr des moissons d'âmes préparées depuis des années par nos missionnaires. Sans nos associés nous ne pouvons rien ; avec eux nous pouvons de grandes choses.

Dans le précédent bulletin nous avons signalé les générosités particulières de plusieurs villes et paroisses qui nous ont fait accueil de charité. Depuis cette date, **Marseille, Lyon, Montpellier, Toulouse, Bayonne, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Laval, Quimper**, visitées, ont promis un grand effort en faveur de « l'Œuvre d'Orient ». Nous allons continuer nos démarches et recevoir partout des promesses attendues.

A nos chers missionnaires qui nous liront, nous pouvons dire, au début de cette année 1921 : courage encore et toujours courage !

Ch.-M. LAGIER
Sous-Directeur.

LA SITUATION EN PALESTINE

Les nouvelles qui nous parviennent de la Terre-Sainte sont de plus en plus navrantes. Elles confirment pleinement les inquiétudes exprimées par S. Em. le Cardinal Dubois sur la situation présente de la Palestine, dans la dernière partie que nous citons plus

haut, de sa conférence à la Société Normande de Géographie. Nous avons déjà signalé les agissements intolérables du Haut-Commissaire britannique, le juif Herbert Samuel. Il vient d'édicter de nouvelles restrictions contre l'immigration des chrétiens : personne ne pourra entrer en Palestine sans être muni d'un permis, visé par le consul anglais du pays d'origine, indiquant la nationalité de l'immigrant ainsi que les motifs et les conditions de son séjour en Palestine.

Mais, par contre, carte blanche est donnée aux Juifs de tous les pays. Des bureaux sionistes sont même créés là où les israélites sont plus nombreux et plus pauvres, en vue d'organiser pratiquement l'immigration juive. D'après les journaux slovaques, le seul bureau de Bratislava (Presbourg) avait déjà enregistré, en octobre dernier, 2500 adhésions de juifs tchéco-slovaques ayant fait leur déclaration.

En Allemagne, c'est pire encore : il s'y prépare une véritable invasion de pauvres hères, venus d'un peu partout, surtout de Russie, et qu'on pousse vers la Palestine, pour former le rideau derrière lequel se cachent les puissants Juifs de Francfort qui travaillent ferme pour l'expansion allemande en Orient.

Est-ce pour en arriver là que le général Alenby, pendant que, dans la Somme, nous protégeons l'Angleterre contre une invasion allemande, a pu s'installer en Palestine, comme mandataire des Alliés, avec une brigade française et un contingent italien ?..

La France et les Puissances de l'Entente laisseront-elles ces judéo-allemands nous voler la Terre-Sainte, car l'audace d'Herbert Samuel et de ses Juifs n'a plus de bornes. Nos lecteurs savent qu'ils ont décrété que les langues officielles de la Palestine sont l'anglais, l'arabe et l'hébreu ! Mais le français, universellement parlé dans le Levant, surtout en Terre-Sainte, est officiellement exclu ! Nous avons déjà protesté, de toutes nos forces, contre cet outrage fait à la nation qui, en dépit des agissements judéo-protestants, est et restera la protectrice des Lieux-Saints.

Nous apprenons aujourd'hui des faits peu croyables : les Juifs ont poussé l'outrecuidance jusqu'à demander aux Frères d'enseigner l'hébreu dans leurs écoles et aux Dominicains, de leur laisser faire des conférences dans leur couvent de Saint-Etienne !

Ils traitent déjà la Palestine en pays conquis, au point que, désespérant de pouvoir vivre sous un pareil régime, un grand nombre de familles chrétiennes de Bethléem, de Betsaour, de Beitjalla et d'autres localités, se décident à émigrer, à la grande joie des Juifs qui s'empressent d'acheter les terres abandonnées, pour y installer les nouveaux arrivants. Ajoutons qu'un des principaux pacifistes Anglais, l'hébreu Langwill, vient de publier un livre intitulé : *La voix de Jérusalem*. Il demande qu'avec l'assistance de l'armée britannique, les indigènes arabes eux-mêmes soient expulsés de la Palestine ou au moins placés sous la domination absolue des Juifs ! Telles sont les méthodes à la prussienne réclamées par ce doux pacifiste pour réaliser plus sûrement les vues du sionisme en Terre-Sainte ! C'est la mainmise de la juiverie sur la Palestine avec la connivence et sous le protectorat de l'Angleterre !

Voilà les tristes résultats des « accords » de 1916, signés par Clémenceau ! Quelle que soit la satisfaction de la judéo-maçonnerie et du protestantisme anglo-saxon de nous croire évincés de la Palestine, nous continuons à soutenir qu'il est de la dignité de la France d'affirmer que ces prétendus accords doivent être révisés, car nous ne pouvons nous laisser dépouiller si outrageusement de notre patrimoine historique et de notre protectorat séculaire des Lieux-Saints.

Ce rôle traditionnel de la France catholique en Orient et ses rapports constants avec les divers occupants de la Terre-Sainte remontent à Charlemagne. Un protectorat qui a pour lui cette origine et une semblable durée ne peut disparaître devant les intrigues de nos rivaux. Il fait comprendre pourquoi le mot *Frangi* (Français) a pu passer dans toutes les langues des nations orientales pour désigner non seulement les catholiques, mais tous les peuples de l'Occident.



Ce n'est pas seulement la France, c'est l'univers catholique tout entier qui doit protester contre cette situation qui est faite à l'Eglise en Terre-Sainte. Nous tenons à répéter ce que nous avons déjà écrit ici même : Ne craignons pas d'envisager cette situa-

tion telle qu'elle est. La vérité doit être dite sans restriction aux catholiques français comme à ceux des autres nations, car le silence n'arrange rien.

La situation réelle est celle-ci : les missionnaires et les religieuses de Palestine manquent de ressources ; les prédicants, les diaconesses et les Juifs en regorgent. Si nous ne mettons pas à la disposition des nôtres les ressources indispensables, la plupart de leurs établissements devront être fermés avant peu. Or, il faut qu'on le sache : chaque école catholique fermée est aussitôt remplacée par une école protestante ou juive. Et alors c'est la Terre-Sainte entière qui, avant peu d'années, sera définitivement fermée au catholicisme.

Notre devoir à tous est donc de venir aussi largement que possible au secours de la Palestine. Nous avons confiance que chacun, dans la mesure de ses moyens, contribuera à soutenir, par l'aumône et par la prière, ceux qui luttent pour la défense de notre Foi en Terre-Sainte. Les catholiques du monde entier ne peuvent permettre que la patrie de Jésus, de Marie et de Joseph devienne la proie du protestantisme et de la juiverie.

Voici d'ailleurs le pressant appel adressé à tous les catholiques de l'univers par Benoît XV dans son discours consistorial de l'année dernière : « Ce qui Nous cause avant tout les plus grands soucis, c'est la Palestine, ce sont les Lieux-Saints ! Nous Nous inquiétons au plus haut degré des décisions que prendra à ce sujet la Conférence de la Paix. Ce serait une douleur cruelle pour Nous et pour tous les fidèles, sans exception, si ces monuments si vénérables étaient livrés à des non-chrétiens.

» Nous savons que des étrangers non-catholiques, puissants par leur influence et leurs richesses, exploitent les misères et les ruines si nombreuses, causées par la guerre en Palestine, pour y propager leur doctrine. Ils le font soit en venant en aide aux habitants, soit surtout en établissant des écoles là où les nôtres sont impuissantes à réparer leurs propres pertes. Vous comprenez, Vénérables Frères, ce que réclame des catholiques le caractère même de la Terre-Sainte : ne laissons pas péricliter la foi de tant d'âmes, dans les lieux mêmes où N.-S. Jésus-Christ leur a conquis la vie éternelle au prix de son sang !

» Exposés à un pareil danger, ces Fils bien-aimés tendent vers Nous leurs mains suppliantes, implorant les secours qui leur sont indispensables et demandant que Nous rétablissions leurs missions, leurs églises et leurs écoles...

» Nous exhortons donc les évêques du monde catholique à prendre à cœur une cause si noble. *Il faut que tous les gens de bien, par tous les moyens en leur pouvoir, viennent en aide à ces missions, afin de briser les entreprises des non-catholiques.* »

Nous n'ajouterons rien à ces graves paroles du Vicaire de Jésus-Christ. Notre devoir est tout tracé, en face de la grande détresse qu'il nous signale, d'autant plus que, depuis son appel, la situation en Palestine s'est encore aggravée. Aussi recommandons-nous avec plus d'insistance que jamais à nos lecteurs les besoins immenses de ces pauvres Missions.

F^r CHARMETANT.

P.-S. — Pendant que cet article était sous presse, un nouvel « accord » franco-britannique réglait les frontières de la Palestine. Comme toujours, les intérêts français ont été sacrifiés à ceux de l'Angleterre. Nous lui abandonnons, sans nulle compensation, la plaine de Houlé, vaste région rectangulaire de 47 kil. de profondeur sur 25 de large, située au sud-est du Liban, et qui est très fertile. Elle s'avance en une immense entaille sur le territoire syrien et, fait plus grave, nous installons ainsi les Anglais à moins de 75 kil. de Damas !

JÉRUSALEM

Lettre du R. P. Burtin, des Pères Blancs, Supérieur du Séminaire de Sainte-Anne de Jérusalem, à Mgr Charmetant, Directeur général de l'Œuvre des Écoles d'Orient.

VÉNÉRÉ MONSEIGNEUR,

Avant de commencer mon rapport annuel sur notre Œuvre de Sainte-Anne, permettez-moi de vous exprimer notre profonde gratitude pour la bienveillance que le Comité de l'Œuvre des Écoles d'Orient et son vénéré Directeur général nous ont témoignée au cours de cette année 1920. En élevant d'une façon notable le

chiffre des secours affectés à ce séminaire, et en l'aidant ainsi à supporter la double charge, que nous espérons transitoire et qui pèse toujours lourdement, du renchérissement de la vie et de l'effondrement du change, vous nous avez donné une nouvelle preuve de l'intérêt particulier que vous lui portez depuis sa fondation.

Les détails ci-dessous, concernant la marche de la Maison et le bien opéré par nos anciens séminaristes, diront, Monseigneur, mieux que de simples phrases, comment, avec la grâce de Dieu, nous travaillons de toutes nos forces pour répondre à la confiance de nos bienfaiteurs, et faire porter tous leurs fruits aux sacrifices qu'ils s'imposent pour venir en aide.

Le *Petit Bulletin* que nous avons créé pour rester en contact avec nos abbés, après leur départ, vous a déjà mis au courant des efforts que nous avons faits, depuis l'armistice, des difficultés spéciales que nous rencontrons à présent, et du travail que font partout nos chers Anciens.

La liste des prêtres sortis de Sainte-Anne, dont le chiffre, qui comprend deux évêques, se monte à 99, plus 10 morts, est, à elle seule, un document dont l'importance ne vous aura pas échappé. Le spectacle du bien qu'ils opèrent est pour nous la meilleure des récompenses, et sera pour nos bienfaiteurs une joie dont nous devons leur faire part.

Nous avons eu cette année le bonheur de donner à l'Eglise grecque-catholique un second évêque et trois prêtres. Mgr Etienne Soukariyels, chancelier du Patriarcat à Damas, a été sacré archevêque titulaire de Myre, et nommé vicaire patriarcal en Egypte; il a su y gagner, dès les premiers jours, l'estime constante de ses fidèles et de son clergé. De nos trois nouveaux prêtres, le premier a rejoint sa Congrégation des missionnaires de Saint-Paul, où un autre de nos séminaristes est allé faire son noviciat; le second est rentré dans son diocèse, où ses supérieurs l'ont appelé à la direction d'une école de plus de 150 élèves; nous avons gardé le troisième pour nos cours d'arabe.

Trois de nos petits séminaristes sont passés au grand séminaire pour y faire leur philosophie. Sept nouveaux les ont remplacés: trop peu au gré de nos désirs et des besoins, mais trop pour nos

ressources. Nous espérons d'ailleurs très fermement des jours meilleurs où il nous sera possible de rouvrir toutes grandes nos portes; ce n'est pas sans le regretter que nous nous rappelons l'avant-guerre.

Pendant ce temps se produisait chez nos prêtres un double travail très heureux de perfectionnement personnel et d'apostolat. Spontanément et malgré des obstacles réels, quelques-uns d'entre eux, dans plusieurs centres, ont senti le besoin de se grouper et d'adopter la vie commune pour assurer un plus parfait accomplissement de leurs devoirs : exercices de piété, oraison, lecture spirituelle, retraites du mois, conférences de théologie.

D'autre part, le renouveau que déterminent dans le pays les heureux changements survenus en Syrie stimule leur zèle. Par l'intensification du ministère paroissial proprement dit, par le développement des congrégations, par l'œuvre éminemment utile des cercles de jeunesse dans plusieurs villes, par l'élan donné aux collèges et aux écoles, par les missions et les retraites, ils ont fait un travail sérieux, méritoire et toujours béni.

Voici ce que nous écrit un excellent abbé qui, ayant quitté volontiers la ville d'Alep où la guerre l'avait retenu, a été chargé d'un village de la montagne, dont malgré les difficultés du début, il s'efforce d'organiser la paroisse :

« Je vous écris pour la première fois du nouveau poste où la Providence m'a placé. J'y suis depuis trois semaines. Notre église est une simple petite chapelle. Elle n'est pas encore parée, les vitres y font défaut, le sol est enduit de mortier blanc rayé de noir pour donner l'illusion d'un pavage. L'église est restée sans décor ni meubles, sans tabernacle, l'autel est garni d'une unique nappe, remplie de taches de cire multicolore. Quatre chandeliers noircis par le temps, avec une icône du Christ, font tout le décor de l'autel. Quelques bancs de classe, touchant presque le sol, d'autres faisant meilleure figure, c'est tout le mobilier. Toutes les fois que j'entre dans cette pauvre église, mon cœur se serre : au moins si le bon Dieu pouvait être logé dans cette chapelle, et logé un peu plus décentement !

» Notre communauté compte environ 400 âmes. Que vous dire au point de vue religieux ? Tout est à recommencer : une école de

garçons à relever de la mauvaise réputation que lui a laissée un jeune professeur fort étourdi ; une congrégation de jeunes filles commencée autrefois et abandonnée ; un semblant de fabrique pour l'entretien de la chapelle, un peuple divisé et dispersé ; quelques-uns se sont faits protestants par dépit ou par intérêt ; quelques schismatiques qui voulaient se convertir en ont été dissuadés par diverses considérations assez tristes. Voilà ce que j'ai vu et ce que j'entends tous les jours. »

Un peu plus tard, il écrit de nouveau : « La besogne est fort grande ; relever l'école qui a toujours végété avec dix ou quinze élèves ; remettre sur pied la congrégation des jeunes filles ; introduire dans cette population les habitudes chrétiennes de la confession, de la communion, de l'assistance à la messe le dimanche, planter dans ces pauvres têtes des convictions catholiques : voilà le minimum de bien qui se présente à faire dès le début. Aujourd'hui la population semble mieux disposée ; elle paraît contente de son nouveau curé ; les schismatiques eux-mêmes lui témoignent de la sympathie. Ils ne peuvent comprendre comment il a pu quitter Alep-la-Grande, pour venir habiter ce pauvre village. D'aucuns ont même demandé à ma mère si nous avions commis quelque délit à Alep, et si nous avions fui pour échapper à la justice !... Nos catholiques relèvent la tête. J'en suis content, parce que cela me permet de faire plus de bien. J'ai introduit l'homélie chaque dimanche après l'évangile ; j'ai fait la visite des familles ; je leur ai recommandé avec insistance de venir se confesser le samedi, au son de la cloche, d'assister à la messe du dimanche, et d'envoyer leurs enfants à l'école. L'église commence à compter une centaine de fidèles le dimanche. Que Dieu m'aide à poursuivre ce bien et à l'augmenter ! »

Ce bon abbé se plaint un peu de son inexpérience, et souffre aussi des conditions précaires où il se trouve : « Je croyais qu'au village le pain au moins serait moins cher. Je me suis grandement trompé. Ajoutez à cela qu'il n'y a point de marché où l'on puisse trouver ce dont on a besoin. On est à la merci des paysans qui viennent d'ailleurs. Quand il en paraît un, c'est un événement, et l'on est obligé d'en passer par ses exigences. L'école est gratuite ; le casuel, une ombre : au baptême, on laisse au curé le

savon avec lequel il s'est lavé les mains après avoir confirmé l'enfant (1). Mais il conclut : « J'espère que plus la difficulté est grande, plus le secours d'en haut m'est assuré. Donc tant mieux ! »

Il lui reste pourtant un chagrin : « Une chose me pèse lourd au cœur. Je n'ai pas de tabernacle pour y conserver le Saint-Sacrement, et je me vois de ce fait dans un isolement pénible. Enfin je m'en remets à Dieu pour tout ! »

Je ne sais pas si je me trompe, Monseigneur, mais il me semble que cette lettre, toute simple, doit vous être communiquée. J'ai déjà demandé qu'un modeste secours de quelques centaines de francs puisse procurer à cet excellent prêtre le tabernacle dont il a besoin. Mais il faudra qu'un jour, quand les besoins de notre séminaire seront moins lourds, nous ayons un fond de secours pour aider les meilleurs et les plus pauvres de nos anciens séminaristes, trop fréquemment paralysés dans leur ministère par l'insuffisance notoire de leurs ressources.

Voici d'une paroisse en pleine activité, une autre lettre intéressante. Le prêtre qui l'écrit est connu de votre Oeuvre qui lui envoyait un secours juste à la veille de la guerre. Nos églises de France sont habituées aux fêtes qu'il décrit; ici c'est une nouveauté. Je laisse sa simplicité au récit du bon Père Sabbagh :

« Malgré la fatigue causée par la surcharge de travail, et quoique je sente un grand besoin de prendre quelques jours de repos, je tiens à vous faire connaître les belles et bonnes choses qui se sont passées à Nebq ces dernières semaines.

» Depuis le commencement d'avril, je réunissais à l'église, chaque matin, les enfants des deux rites, syrien et grec-catholique, et leur faisais une heure de catéchisme pour les préparer à leur première communion. Leur nombre qui était au début de 40, monta ensuite à 62. Monseigneur l'évêque de Yabroud, invité à venir dire la grand'messe, arriva à Nebq le samedi soir. Le Père Pélissier (S. J.) m'a rendu les plus grands services, en m'aidant pour les nombreuses confessions, et pour les répétitions des cérémonies. Dans mes instructions, j'avais suggéré aux enfants l'idée de faire leur possible pour avoir leurs parents à com-

(1) Les prêtres ont le pouvoir, dans le rite grec, de donner la confirmation aussitôt après le baptême.

munier avec eux. La plupart y ont réussi. Le jour tant désiré arriva enfin. De grand matin, nos petites filles frappaient à la porte des Sœurs, les garçons à la nôtre, revêtus de leurs beaux habits blancs. A six heures, les filles, la croix en tête, se mirent en procession et se dirigèrent vers l'église. Monseigneur le Vicaire patriarcal des Syriens, leur curé, et nos Pères Chalhoub et Arbach, tous revêtus de leurs ornements sacerdotaux, attendaient à notre maison. Quand les filles furent à notre porte, les garçons, derrière leur croix dorée, se mirent à leur suite; vint enfin le clergé. En chantant les tropaires, cette procession imposante s'avavançait vers l'église toute illuminée. Tout le monde pleurait de joie, votre serviteur le premier... Après le saint Évangile, je donnais la dernière instruction, en commentant les paroles de Notre Seigneur : « Laissez venir à moi les petits enfants... » Après la Consécration; les enfants chantèrent de beaux cantiques arabes, par lesquels ils invitaient Jésus à venir dans leurs cœurs purifiés qui tous l'aimaient beaucoup! Deux prêtres, un syrien et un grec-catholique, distribuèrent la sainte communion. Après la messe, la procession se reforma et se dirigea vers l'école des Sœurs.

» A quatre heures du soir eut lieu, dans l'église des Syriens, la rénovation solennelle des promesses du baptême et la consécration à la sainte Vierge. C'était touchant de voir nos petits anges s'avancer deux à deux, portant un cierge allumé de la main gauche, et jurer, la main droite posée sur l'Évangile, de renoncer à Satan et de s'attacher à Jésus! J'ai clôturé la cérémonie en exhortant tous ces petits à rester fidèles aux promesses qu'ils venaient de faire, aux résolutions prises pendant la retraite, en leur conseillant pour cela; avec la fréquente communion, une fidèle dévotion à Marie.

» Monseigneur ne savait comment exprimer sa satisfaction : évêque de Yabroud depuis 19 ans, il n'avait jamais vu semblable solennité. Aussi me demanda-t-il de donner à Yabroud les exercices de la retraite aux 130 enfants qui doivent y faire leur première communion. Malgré mes fatigues, j'ai accepté avec plaisir.

Le bon Père Sabbagh relate encore trois autres cérémonies solennelles, la clôture du mois de Marie, la procession de la Fête-Dieu et la Fête du Sacré-Cœur, qui dénotent une activité paroiss-

siale tout à fait remarquable. Même au risque d'être trop long, je ne résiste pas au désir de citer ses dernières lignes, où s'expriment si simplement les préoccupations de l'apôtre, et qui montrent avec tant de force le besoin que l'on a de saints prêtres et la nécessité des séminaires où ils se forment :

« Un des tristes effets de la dernière guerre est d'avoir fait perdre à nos chrétiens les sentiments religieux, et de les avoir jetés, pour la plupart, dans une indifférence qui effraie : on ne se soucie plus de ses devoirs de chrétien, on n'y pense pas ! Si on n'aide pas ces pauvres âmes à réagir contre cette apathie religieuse, on se trouvera en face d'une génération qui ne tardera pas à tomber dans l'impiété. Il est absolument nécessaire que nous, pasteurs des âmes et curés de paroisses, nous doublions et triplions nos efforts. Les moyens ordinaires ne suffisent plus : il faut s'ingénier à donner d'autres formes aux exercices pieux de la religion pour toucher le cœur de cette génération glacée. Les retraites spirituelles, les solennités religieuses, surtout les catéchismes, doivent être multipliés. C'est la seule ressource par laquelle on aura la consolation de voir les paroisses revenir peu à peu à leur ancienne ferveur. Sans cela l'indifférence religieuse s'accroîtra de plus en plus. Ce n'est pas pour faire le maître que je dis cela, mais l'ayant expérimenté moi-même, j'ai voulu en faire part à mes chers confrères de Sainte-Anne, pour qu'ils s'arment, dès leur séminaire, contre ces mêmes difficultés qu'ils auront plus tard à surmonter. Qu'ils soient convaincus qu'il faudra travailler avec une double ardeur, plus que par le passé, pour n'aboutir peut-être qu'à un succès moindre, à cause, hélas ! des tristes temps actuels. »

Veillez m'excuser, Monseigneur, si j'ai dépassé la mesure, et abusé de votre patiente bonté. Mais j'ai bien pensé que rien ne vaudrait ces lettres pour faire connaître à nos Bienfaiteurs les résultats de notre Œuvre. J'aurais même voulu vous montrer le bien accompli par les missions paroissiales ; mais une lettre du *Petit Echo de Sainte-Anne*, qui relate celle prêchée à Caus, par le Père Sayour, vous aura renseigné à ce sujet.

Il résulte de tout cela, nos Bienfaiteurs le comprendront, qu'il y a urgence à donner à ce pauvre Orient, où la France exerce toujours son ancien mandat, devant Dieu plus encore que devant les

hommes, le plus possible de bons prêtres. Affermir, propager la foi, protéger et développer le catholicisme, c'est toujours la principale mission de la France et c'est aussi le sens profond, l'explication providentielle des événements politiques qui lui donnent enfin la Syrie. Or, on affirme ici, sur place, ce que nous savions, ce que proclamait l'an dernier Benoît XV, que « *le premier besoin, le principal espoir, dans cet ordre d'idées et de faits, c'est la formation des ministres sacrés, choisis parmi le peuple où ils devront exercer leur apostolat.* »

Aussi est-ce avec confiance, Monseigneur, qu'en vous renouvelant l'expression de notre profonde gratitude, je recommande de nouveau à votre charité et à celle de vos généreux associés notre séminaire de Sainte-Anne et ses besoins, dont la note ci-dessous donne une idée.

Veuillez agréer, etc.

René BURTIN,

Supérieur du Séminaire de Sainte-Anne.

NOTA. — Depuis la reprise du séminaire, au départ des Turcs, nous avons dû dépenser une somme de 280 000 francs, change compris, pour la réinstallation partielle de l'établissement, les réparations les plus urgentes et les factures de l'économat. Du 17 octobre 1919 au 30 septembre 1920, les dépenses s'élèvent à un peu plus de 150 000 francs, dont la moitié est absorbée par le change ! Il reste donc pour la maison une dépense nécessaire de 90 000 francs, pour 72 personnes; soit, au pair, par jour et par personne, 3 fr. 50. Cette somme comprend tous les frais d'entretien, réparations, nourriture, vêtements, fournitures classiques, à la charge du séminaire. Nous sommes loin de l'avant-guerre où, pour 160 personnes, un budget annuel de 70 000 francs suffisait !

L'ARMÉNIE MARTYRE

Une Arménienne, M^{me} P. Captanian, vient de publier les *Mémoires d'une déportée* (1). M. Pierre MILLE résume ainsi cet émouvant récit du calvaire de toute une race :

Ce journal d'un long supplice porte tous les caractères de l'au-

(1) Flenckowsky, éditeur, 216, boulevard Raspail.

thenticité. Il a dû être écrit directement en français par son auteur, ou traduit par un compatriote. M^{me} Captanian appartient à une bonne famille de Samsoun ; elle avait épousé un instituteur, ce qui d'abord avait été considéré par les siens comme une mésalliance. Quand commença le martyre de ses compatriotes, elle avait deux petits garçons. Elle devait, six mois plus tard, en mettre au monde un troisième. Son beau-père et son père avaient été assassinés, l'un en 1895, l'autre à une date qu'elle n'indique pas. C'était déjà, depuis un quart de siècle, la politique du gouvernement turc, de supprimer, ou du moins de réduire, par des massacres rationnels, la race arménienne. Celle-ci est prolifique, elle est intelligente. Quand il visite les écoles, en Asie-Mineure, l'étranger constate deux faits : le grand nombre des petits Arméniens, la faible natalité des familles turques ; et l'atonie, la lenteur d'esprit des enfants de ces dernières, leur infériorité cérébrale vis-à-vis de la race concurrente. Ces faits, les Turcs les connaissent encore mieux : un massacre, de temps en temps, rétablit l'équilibre ; il empêche les Arméniens de noyer dans sa masse, infiniment plus agissante, l'élément ottoman. Mais, pendant la guerre, le procédé fut perfectionné. M^{me} Captanian, et d'autres bons juges, qui ne sont pas Arméniens, y ont vu l'action de l'esprit « organisateur » allemand. En tout cas, l'Allemagne partage avec son alliée la responsabilité du crime : durant cinq années, à Constantinople et en Asie-Mineure, rien ne s'est fait sans ses conseils et son assentiment.

Au début de l'été 1916 l'autorité ottomane fit savoir par édit aux Arméniens de Samsoun qu'ils seraient tous évacués « vers les contrées du sud, sauf ceux qui consentiraient à adopter l'islamisme ». Ils se renseignèrent. Samsoun est situé sur la mer Noire ; « le sud » signifiait Déir-ul-Zor, en Mésopotamie : la distance de Paris à Marseille, le Taurus, sept chaînes successives de montagnes à traverser. L'ordre n'atteignait pas d'ailleurs que Samsoun, mais toute l'Arménie turque. C'était la déportation d'un peuple entier, y compris les femmes, ou son absorption dans l'Islam : en Orient, la nationalité, c'est la religion, un Arménien mahométan n'est plus un Arménien. Dans quelques familles, relativement peu nombreuses les hommes eurent moins de courage que leurs compagnes, ils se convertirent ; celles-ci, ainsi que leurs enfants,

refusèrent : l'une d'elles s'empoisonna, avec ses fils et filles, plutôt que de suivre l'exemple de son mari.

Le ménage Captanian resta chrétien ; il devait donc partir. On n'était pas encore sûr qu'on marchait à la mort, on voulait espérer que ce ne serait que l'exil ; mais ils craignaient pour les enfants, dont l'aîné n'avait pas encore six ans, un si long voyage.

Toute la population arménienne de Samsoun dut partir le lendemain. Les plus riches étaient en charrettes, les autres allaient à pied. M^{me} Captanian trouva place d'abord dans une charrette, puis elle eut un cheval, enfin elle dut marcher, comme les autres, pour ménager ses ressources. Elle avait acheté une paire de sandales, en cuir cru. Mais, au passage d'un affluent de l'Euphrate, où beaucoup de ses compagnes furent noyées ou massacrées, un gendarme turc les lui arracha et les fendit pour voir si les semelles ne contenaient pas de l'or. Cacher le pécule emporté était la grande préoccupation de ces malheureuses. Elles le dissimulaient jusque dans les parties du corps les plus secrètes. Mais les Turcs n'hésitaient pas dans leurs perquisitions. Elles prirent le parti d'avalier cet or, et même les medjidiehs, lourdes pièces d'argent du modèle de notre pièce de cinq francs. On mettait de huit à dix jours à les rendre. Parfois une femme disait à une autre : « prête-moi un medjidieh : je te le rendrai quand j'aurai digéré. » Les Turcs étaient si sûrs qu'elles devaient toujours avoir de l'argent, malgré les exactions antérieures, qu'à chaque étape ils levaient un nouveau péage, sous peine de massacre général ou de viol. C'est à leur rapacité, écrit M^{me} Captanian, que ce qui reste d'Arméniens doit la vie.

On traversa, avant d'arriver aux environs de Sivas, des villages arméniens tous vides, encore pleins de provisions que les Turcs venaient piller. A Tonouz, on sépara les femmes des hommes. On enferma ceux-ci dans une ferme, puis les Turcs les emmenèrent. On ne sut jamais où, et M^{me} Captanian, au moment où elle écrit, ne sait pas ce qu'est devenu son mari. Mais à Hassan-Tchélibi on prit aussi les vieillards et les jeunes gens au-dessus de dix-sept ans, et les femmes virent bien alors ce qu'on en faisait. « Des paysans turcs, armés de haches et de yatagans, entouraient les prisonniers. Un instant après nous les vîmes partir en bon ordre vers une direction inconnue. Un silence de mort planait sur le

village désert. Deux heures après, nous vîmes les gendarmes et les paysans revenir seuls ; beaucoup portaient sur leurs bras des vêtements de prisonniers. Un Turc s'approcha et nous dit : « Ils ont été exécutés ! »

Alors se révéla l'objet de cette déportation générale : massacrer les hommes ; épargner les plus belles et les plus jeunes des Arméniennes, à condition qu'elles consentissent à entrer dans les harems, ou à pire, ce qui pour la suite revenait au même ; le reste, femmes et enfants, devait mourir sur la route. « Vous croyez que vous êtes envoyées à Deir-ul-Zor ? dit un gendarme turc à M^{me} Capitanian. Vous irez plus loin, toujours plus loin, pour crever. » C'est ce qui arriva.

Pour éviter le sort des plus belles parmi ses compagnes, car les bourreaux avaient fini par ne pas se contenter d'enlever les jeunes filles, M^{me} Capitanian se noircissait le visage avec de la terre. Mais parfois les Turcs disaient : « Qu'on nous donne une telle, ou nous vous tuons, vous toutes ! » ils réclamèrent ainsi M^{lle} Berjjouhi Pachkian, dont la grande beauté leur avait été signalée par les charretiers. Un officier la demandait pour son harem. On avait formé le dessein de la cacher ; mais ayant appris qu'un grand nombre d'autres femmes, dont sept religieuses, venaient d'être mises en demeure de choisir entre la mort et une abjuration qui serait suivie de mariage avec des musulmans, elle alla trouver l'officier, et, d'elle-même, se proposa à lui, en échange de la « grâce » de ses compagnes. Le traité fut accepté, et momentanément tenu de la part des Turcs. M^{lle} Pachkian partit avec l'officier. Elle était en larmes, et murmurait : « Qu'ai-je fait ? Ai-je bien fait ?... » Mais plus tard une autre, M^{lle} Hasnik, enlevée par un Kurde, lui dit ouvertement : — Ecoute ! Je ne saurais vivre avec un homme comme toi. Tu me fais horreur, je te haïrai toujours. L'homme sourit, et l'emmena. Elle dit en partant : — Ne croyez pas que je serai jamais sa femme : je boirai son sang !

On ne sait pas ce qu'elle est devenue.

Entre Malatia et Firendjiler — le quart du trajet annoncé était à peine accompli — des milliers de femmes étaient déjà mortes de faim, de fatigue, de misère, de soif et de mauvais traitements : certaines avaient reçu la bastonnade jusqu'à vingt fois par jour.

A Firendjiler, on parqua les malades dans un coin spécial; elles y expirèrent en si grand nombre que l'odeur des cadavres empoisonnait l'air. Le camp de celles qui étaient restées bien portantes était envahi par des marchands turcs qui achetaient, comme esclaves, leurs filles et leurs fils aux mères qui voulaient ainsi les sauver de la mort. A quelques pas de là se pressaient des centaines d'enfants abandonnés. Beaucoup agonisaient; leurs yeux étaient déjà fixes; il y en avait aussi de tout petits, encore potelés, tout roses, et qui criaient.

Ils s'égarèrent aussi sur les routes, incapables de suivre; les épines des sentiers les faisaient cruellement souffrir. L'un d'eux, devant le cadavre de sa mère, encore frais, criait à celles qui passaient: « Emmenez-moi; il fait trop noir la nuit! » On rencontra un frère et une sœur, tout seuls, tout petits: « Où sont vos parents? — Nous ne savons pas. — D'où êtes-vous, où habitez-vous? — A la maison... »

Au commencement, tous les membres d'une même famille se tenaient par la main, pour ne pas se perdre, et l'on tâchait de se grouper par gens du même quartier ou du même village, se connaissant. Mais plus tard, la misère émoussa les sentiments; la sœur quittait la sœur, les yeux secs, la mère l'enfant, l'enfant la mère.

D'une caravane de sept cents femmes, venues de Tokat et de Sivas, soixante à peine survivaient en arrivant à Alep. Parvenues à une montagne, les gendarmes les avaient obligées à continuer leur route complètement nues. Elles marchèrent des jours de la sorte, d'une de leurs mains cherchant à protéger leur tête. Le soleil levait sur leur peau des cloches que leurs gardiens faisaient saigner à coups de fouet. Les survivantes ne reçurent de vêtements que dans la ville, par la pitié des habitants. Ce fut la colonne des *Tchiblack Barkla*, la colonne des femmes nues.

Si M^{me} Captanian échappa à la mort, ce fut sans doute parce qu'elle put réaliser une sorte d'évasion, s'étant glissée dans un train pour atteindre Alep. Son supplice avait duré trois mois. Elle allait être mère. Elle le dit à un homme de la ville, lui demandant s'il y avait un hôpital. L'homme, se tournant vers son palefrenier, lui dit, par charité — quelle charité!

— C'est une femme qui va avoir un enfant ; trouve-lui une place dans l'écurie, à côté du cheval...

M^{me} Captanian écrit : « Je suis une de celles qui ont le moins souffert ! » Le miracle est que son enfant a vécu « pour venger l'Arménie », dit-elle. Et telle est, en effet, l'inébranlable foi de la race dans sa fécondité.

Le « plan » de destruction des Turcs portait sur quatre millions et demi environ d'Arméniens, de Grecs et de Syriens. Car les Arméniens, s'ils comptent la majorité des victimes — plusieurs centaines de mille — n'ont pas été les seuls atteints par cette politique d'extermination raisonnée. Et le sort des Arméniens est toujours en suspens ! La France n'est pas seule à en porter la responsabilité. Ce n'est pas un des siens qui a signé cet armistice avec la Turquie, où les Arméniens ont été oubliés. Mais puisqu'elle peut encore faire quelque chose, que je lui dise ceci, qui est dans les *Mémoires* de M^{me} Captanian :

« Lorsque sa caravane franchit les montagnes du Taurus, un adolescent arménien, de Sivas, fut si cruellement maltraité qu'il perdit la raison. Tout nu, il courut se précipiter dans un torrent. En allant au suicide, il déclamait des vers. La plupart des femmes, l'écoutant, demandèrent : « Quelle langue parle-t-il donc ? Nous ne comprenons pas. » Les plus instruites répondirent : « C'est du français, ce sont des vers d'un poète français... Il salue la liberté et maudit les tyrans. »

NOUVELLES DE NOS MISSIONS

Damas. — *Dans le Bulletin de juin dernier, nous avons publié un émouvant appel de Sœur Poulain, Supérieure de l'Orphelinat de Saint-Joseph de Damas. Cette œuvre intéressante vient de recevoir un des prix Montyon. Nous sommes heureux de reproduire ce que dit, à ce sujet, M. Poincaré dans son beau discours sur les prix de vertu :*

« Je voudrais vous parler aussi du dévouement qui se prodigue en faveur de tant de jeunes filles pauvres ; mais comment nous laisser détourner d'autres enfants qui, de très loin, nous tendent

les bras? Ce sont les petits hôtes de l'orphelinat Saint-Joseph, maison de la Miséricorde, à Damas. De leurs mignonnes mains, ils ont applaudi, il y a quelques semaines, à l'arrivée des troupes françaises; et c'est là, pour les Filles de la Charité, qui depuis si longtemps administrent l'orphelinat et font aimer la France en Syrie, une plus belle récompense que celle que nous leur offrons aujourd'hui; mais, en les portant sur notre liste de prix, nous nous donnons à nous-mêmes l'illusion d'être près d'elles, au moment où, devant nos drapeaux qui passent, elles sentent les larmes leur monter aux yeux.

» Quelle tragique existence que celle de cette vieille maison! L'orphelinat était fondé depuis quelques années, lorsqu'éclatèrent, en 1860, les troubles qui amenèrent en Syrie l'intervention française. Les Sœurs de la Charité avaient alors autour d'elles 120 fillettes chrétiennes et arabes. Maitresses et élèves furent sauvées de la mort par le fils d'Abd-el-Kader; mais après dix jours d'internement à la citadelle, les pauvres femmes durent quitter Damas et se réfugier à Beyrouth. Tout ce qu'elles avaient fait était à recommencer.

» Avec l'aide du cardinal Lavigerie (qui était alors Directeur des *Ecoles d'Orient*), elles établirent sur la côte une nouvelle maison destinée à recueillir les orphelins émigrés de l'intérieur. Cet exode ne les découragea point. Huit ans après, elles reprenaient le chemin de Damas et ouvraient de nouveau dans cette ville un orphelinat, des écoles et un dispensaire.

» En 1914, lorsque la guerre éclata, elles avaient dans leurs classes 750 enfants des deux sexes, auxquels elles apprenaient le français; elles instruisaient gratuitement 300 petits pauvres, et elles soignaient quotidiennement 600 malades de tous les cultes. Le jour où la Turquie prit le parti de l'Allemagne, l'établissement Saint-Joseph se trouva, bien entendu, gravement menacé. Rendons à Djemal-Pacha cette justice, qu'il le protégea pendant son séjour à Damas; mais, aussitôt après son départ pour Jérusalem, la maison fut mise à sac; les orphelins furent chassés; le matériel des classes, les bancs, les tables, transportés dans les écoles musulmanes. Les Sœurs françaises s'échappèrent à grand'peine. Deux d'entre elles restèrent à Damas, avec les Sœurs syriennes, pour se

dévouer aux blessés, aux malades et aux pauvres qui mouraient de faim.

» Dès la signature de l'armistice, les Filles de la Charité, encouragées par le gouvernement de la République, repartirent, au nombre de quinze, pour la Syrie. Elles arrivèrent à Damas le 31 janvier 1919, trouvèrent leurs immeubles dévastés, mais évacués par les Turcs, nettoiyèrent les salles souillées, reconstituèrent le mobilier détruit ou dispersé, et sonnèrent le rappel des enfants. En quelques semaines, il accourut 500 élèves, 50 orphelins et des malades, des éclopés, des lépreux, tout un monde d'infortunés pour qui le retour de la France était une résurrection.

» Les intrigues de Fayçal ont encore failli tout compromettre. Les Sœurs entendaient, tous les jours, les amis de la France se demander avec anxiété ce que nous faisons de nos droits et de nos traditions; mais nous nous sommes redressés et les Filles de la Charité peuvent se rendre aujourd'hui cette justice qu'elles ont formé, avec les autres Français, religieux et laïques, installés en Syrie, la meilleure avant-garde du général Gouraud.

» Dès qu'on se met à passer en revue nos maisons à l'étranger, on ne peut résister à la tentation de s'attarder auprès de chacune d'elles. Sans quitter Damas, que n'aurais-je pas à dire de l'hôpital français Saint-Louis qui, l'an dernier, a soigné 783 malades, musulmans, israélites, schismatiques, protestants, catholiques des différents rites, et dont la supérieure, la Sœur Gauthier, est également une Fille de la Charité? Et comment oublier l'autre hôpital Saint-Louis, celui de Jérusalem, que la France, par malheur, ne va plus avoir sous sa protection directe?... »

— Outre le prix Montyon accordé aux Sœurs de Damas, l'Académie a encore décerné le prix de la langue française, d'une valeur de 10000 francs, à neuf de nos établissements de Jérusalem : les Frères des Ecoles chrétiennes, les Pères Blancs, les Dominicains, les Pères de Sion, les Bénédictins, les Sœurs de Saint-Joseph, les Dames de Sion, les Filles de la Charité, les Bénédictines.

C'est ainsi que l'Académie s'est plu à reconnaître les services rendus à la France par nos Congrégations. Est-ce qu'on ne comprendra pas bientôt la nécessité d'abroger les lois iniques et vraiment stupides qui entravent leur recrutement? Sinon ce sera leur

mort, à bref délai, et la disparition, au profit de nos rivaux, de ces précieux agents de l'influence française.

* * *

Les Anglais et la Palestine. — Le Journal *La Croix* a publié récemment un article douloureusement instructif intitulé : *Choses de Palestine*. Ce ne fut pas une révélation pour nous qui dénonçons sans relâche l'action néfaste des Anglais en Terre-Sainte, mais nous avons été heureux de voir ce grand journal catholique confirmer et corroborer nos informations et en apporter de nouvelles sur les agissements de l'administration britannique en Palestine. Voici quelques-uns des faits signalés par cet article.

Après la conquête qu'en firent, pour le compte de l'Entente, les armées anglaises, la Palestine resta plus ou moins fermée aux missionnaires français qui tentaient d'aller y reprendre place, dans leurs propres œuvres. — Les établissements allemands de Jérusalem furent respectés pendant que des établissements français étaient occupés sans réquisitions régulières et considérés comme propriétés ennemies. Ainsi, nos maisons ont subi des déprédations et des dégâts dont nos alliés sont comptables envers nous. Et devant bon nombre de pillages et de ruines, à Jérusalem, à Bethléem, à Jaffa, à Caïffa, à Nazareth, on pourrait, dit *La Croix*, écrire ces mots : « *Ce que les Turcs n'ont pas fait !* »

A Caïffa, les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, les Frères des Écoles chrétiennes et les Carmélites arrivant de France n'ont pas été autorisés à rentrer chez eux ; leur chez soi était injustement, et sans aucune utilité administrative, occupé par les Anglais. Des autorités britanniques osèrent même rejeter une réclamation sous prétexte qu'elle était rédigée en français et que les bureaux compétents ne possédaient pas d'interprète pour cette langue.

Nos alliés, personne ne cherchera plus à le contester, en pénétrant en Judée, ont constaté que nos missionnaires en avaient fait un pays français, tellement leurs œuvres y étaient nombreuses et leurs maisons importantes. Aussi ont-ils conçu l'abominable dessein de profiter de leur occupation intérimaire pour ruiner tous nos établissements et leur substituer, si possible, des maisons pro-

testantes. Pour cela il leur importait surtout de retarder le plus possible le retour de nos 23 Congrégations françaises sur cette terre qui est la plus française des terres d'Orient. Et ils s'y sont employés.

Au reste, nous ne voulons pas croire que le gouvernement britannique ait approuvé une manière de faire qui n'a probablement dépendu que de certains agents fanatiques. Nous regrettons que liberté de commettre contre la France d'aussi lourdes injustices ait été laissée à des administrateurs souverainement imprudents. Comment peut-on mésestimer à ce point le prix de l'indispensable amitié franco-anglaise?

Nous pouvons ajouter qu'en Palestine toute lutte contre les immenses intérêts français qui sont catholiques, est une lutte contre le catholicisme; les indigènes s'y sont trompés moins que personne.

Il importe donc de constater, à ce point de vue, quel grave danger pour les intérêts purement catholiques serait l'extension excessive du domaine britannique en Turquie d'Asie. Il faut prévoir que, dans ce Levant, une hégémonie anglaise serait une menace pour les œuvres catholiques existantes et un arrêt dans leur libre développement. C'est une grande raison pour travailler à ce que la France conserve là une place digne de son passé. Quelle que soit la confession religieuse dont nos hommes d'État suivent personnellement la loi, quelle que soit la philosophie intime qui hante leur esprit, ils doivent, pour garantir la France du Levant, préserver les œuvres de nos Missionnaires et maintenir, à tout prix, le protectorat catholique que nous exerçons, depuis des siècles, en Orient et surtout en Terre-Sainte.

* * *

Patriarcat de Jérusalem. — D'une lettre de M. l'abbé Perrin, nous extrayons ce qui suit :

« Nous nous réorganisons peu à peu, mais que de ruines! et combien sont modiques et insuffisantes les ressources du Patriarcat pour faire face aux nécessités de l'heure présente! Hier encore Monseigneur répondait au missionnaire de Fhéis, au delà du Jourdain, qui demandait des portes et des fenêtres : « Cher-

chez, louez une chambre, une pauvre hutte de paysan, je ne puis vous accorder ce que vous demandez : une fenêtre nous coûterait actuellement 200 francs; nos moyens ne nous permettent pas de semblables dépenses! »

» La vie chère sévit ici plus encore qu'en Europe. En disant que tout est cinq fois plus cher qu'avant la guerre, je suis au-dessous de la vérité. Et c'est facile à comprendre : les trois quarts des choses nécessaires à la vie nous venaient et nous viennent encore d'Europe, où tout a augmenté, et les transports sont très coûteux.

» Elles sont lamentables les lettres que nous recevons de nos pauvres missionnaires ! Pas une station n'a été épargnée. Après le départ forcé des prêtres et des religieuses, les soldats, les pillards ont fait main-basse sur tout ce qu'on pouvait emporter : literie, linge, meubles, chaises, bancs, même les portes et les fenêtres. Dans la plupart de nos églises, écoles et maisons, on n'a laissé que les quatre murs.

» On a vu, pendant la guerre, des femmes vêtues de robes confectionnées avec l'étoffe des chapes volées aux églises; on a vu des cavaliers sur des selles recouvertes de tissus provenant de nos chasubles !

» Quelques Missions ont encore été plus éprouvées que les autres, par exemple Gifneh, Salt, Taillibé, Hosson, Ageloun. A Bir-zeit, l'église a été atteinte par les obus, une partie de la voûte s'est effondrée, le reste menace ruine; l'autel, en belle pierre du pays, a été brisé par les Turcs.

» Notre séminaire de Beitjala fut occupé par la cavalerie turque. Les bancs, les tables ainsi que les arbres du jardin ont été brûlés comme bois de chauffage; la chapelle et le réfectoire, situés au rez-de-chaussée, ont servi d'écuries.

» La mentalité du pays a été fortement modifiée par la présence prolongée des troupes et par l'occupation anglaise. On ne se contente plus de l'ancienne simplicité. Dans nos écoles il nous faut des maîtres sachant l'anglais, et ils demandent une forte rétribution. Nous devons penser au confort moderne et nous n'avons plus de bancs, ni de tables dans nos écoles !

» Pauvres écoles, principal moyen de conserver et de propager

la foi, on doit cependant se hâter de les relever, car les protestants anglais et américains arrivent avec des capitaux énormes et menacent de nous faire une terrible concurrence!

» Nous sommes entre les mains de la Providence; nous espérons que des âmes généreuses, connaissant notre détresse, voudront venir en aide aux Missions du pays de Jésus. »

*
*
*

— Un religieux éminent nous écrit :

« Nous suivons avec une reconnaissance angoissée votre admirable campagne. Une chose demeure certaine, c'est que le cœur n'est pas conquis par les maîtres de ce moment. Quoi qu'ils fassent, le cœur reste à nous. Quelle différence entre les accueils qu'on leur fait ici, même avec le déploiement d'honneurs et de solennité extérieure dont on les entoure, avec l'accueil si spontané, si cordial, qu'on fait au général Gouraud dans ses montagnes!

» On compte d'ailleurs sur deux facteurs qui ne sont pas à négliger : la désagrégation possible du sionisme avant qu'il ait pu faire tout son mal en organisant la masse hébraïque. Il y a des dissensions profondes entre les vieux conservateurs, les sionistes modernisants et les bolchevistes. La présence et l'agitation de ce dernier groupe qui placardait récemment à Jaffa des affiches révolutionnaires, jointe aux prétentions nationalistes exorbitantes des sionistes, semble avoir éveillé la susceptibilité jalouse des Anglais. Ces derniers ne se cachent pas pour affirmer leur mécontentement; on m'assure *en bon lieu* que le tirage existe entre Londres et Jérusalem. »

*
*
*

Honoraires de Messes. — A cause de la différence du change monétaire et de la cherté de la vie, en Orient, nous ne pouvons pas assurer la célébration des messes à 3 francs. Ces deux raisons si impérieuses nous obligent à demander à nos chers associés de porter les honoraires de messes à jour libre au minimum de 5 francs; et à 6 francs les honoraires de messes à date fixe. En tout cas, il y aurait impossibilité de faire célébrer des messes à jour libre à un taux inférieur à 4 francs.

Les trentains grégoriens seront à 200 francs.

NÉCROLOGIE

Nous recommandons aux suffrages, saints sacrifices et prières de nos Associés, des Prêtres, des Religieux et Religieuses qui dirigent nos établissements orientaux, et de tous les jeunes enfants qui fréquentent nos écoles d'Orient, les Associés défunts dont les noms suivent :

- Amiot* (M. l'Abbé), curé d'Argenvilliers (Eure-et-Loir).
Angebaud (M^{lle}), à Fontenay-le-Comte.
Anières de Sales (M^{me} la Comtesse d'), au château de Metz, près Annecy.
Augustin de Bourguisson (M^{me} d'), à Rennes.
Baciocchi (M^{me} la Comtesse de), à Saint-Brieuc.
Ballings (M. l'Abbé), Directeur du Collège, à Saint-Trond (Belgique).
Barral (M^{me} la Comtesse de), à Soissons.
Baudrier (M. J.), à Lyon.
Becquart-Castelbon (M^{me}), à Voiron (Isère).
Bérard (M^{lle}), à Bon-Encontre (Lot-et-Garonne).
Binard (M^{lle}), à Vitré.
Binder (M^{lle}), à Châlon-sur-Saône.
Blanc-Russier (M^{me}), à Chasselay (Rhône).
Bogard (M. Marius), avoué, à Toulon.
Bos (M. Jean du), mort au champ d'honneur.
Bourget (M^{lle} Catherine), à Saint-Bonnet-le-Château (Loire).
Braguier (M. F.), à Châtellerault.
Bricllet (M^{me}), à Dolving (Moselle).
Chambert (M.), à Saint-Cloud (Seine-et-Oise).
Clappier (M^{me} F.), à Paris.
Cochard (M. l'Abbé), à Orléans.
Cros (M^{me}), bienfaitrice de l'Œuvre, à Paris.
Dewaulle (M. le Chanoine), aumônier des Bernardines, à Bonsecours (Belgique).
Dombex (M^{lle} M.), à Pont-de-Veyle (Ain).
Douane (M^{me}), à Bourg-la-Reine (Seine).
Duret (Mgr), Evêque d'Héliopolis (Egypte).
Espinay-Saint-Luc (M. le Marquis d'), à Romorantin.
Eyssautier (M^{me}), mère de notre Directeur diocésain, à Marseille.
Fabre (M^{me}), à Saint-Servan.
Fatou (M^{me}), à Lorient.
Fauconpret (M^{me} Veuve Félix de), à Paris.
Fauvel (M^{me}), à Senlis.
Fertin (M. Auguste), à Grenoble.
Fricon (M^{me} la Marquise de), ancienne trésorière de l'Œuvre, à Orléans.
Garnaud (M.), à Lyon.
Gensoul (M^{me}), bienfaitrice de l'Œuvre, à Lyon.
Gillès (M^{me} de), à Amiens.
Gillot (M. l'Abbé), à Alençon.
Glez-Vibrac (M^{me}), à Charmes (Vosges).
Gueldry (M.), à Saint-Germain-en-Laye.
Hagerue (M. d'), à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).
Haristoy (M^{me}), à Pau.
Heism (M. l'Abbé), curé-doyen de Notre-Dame, à Anvers.
Henrotte (M^{me} François), à Paris.
Huerne (M.), bienfaiteur de l'Œuvre, à Orléans.

- Janaudy* (Sœur Jeanne-Marie), à l'Hôtel-Dieu de Pont-de-Vaux (Ain).
Jeandin-Moinel (M.), à Avrainville (Vosges).
Jurand d'Espinasse (M. J.), à Saint-Jory (Haute-Garonne).
Lachaussée (M^{me} E.), à Bourges.
Lambert (M^{lle} Philomène), bienfaitrice de l'Œuvre, à Marseille.
Laurent (M. l'Abbé), à Toulouse.
Lebrault (M.), à La Flèche.
Legrand (M^{me}), à Fontainebleau.
Lemaire (M.), à Saint-Germain-en-Laye.
Lenoir (M.), à Noyarey (Isère).
Le Saulnier de Saint-Jouan (M. Louis), bienfaiteur de l'Œuvre, à Saint-Brieuc.
Madeleine-du-Sauveur (La Révérende Mère), Supérieure générale de la Congrégation de la Sainte-Famille, à Villefranche (Aveyron).
Marie-Léon (La Révérende Mère), religieuse du Saint-Cœur-de-Marie, en Belgique.
Mathé (M. l'Abbé), à La Puye (Vienne).
Michaud (M^{lle}), à Paris.
Moulin (M^{lle} Marie), bienfaitrice de l'Œuvre, à Lyon.
Néel (MM^{lles}), bienfaitrices de l'Œuvre, à Caen.
Nicot (M. l'Abbé), vicaire général à Namur.
Natinger (M^{lle} Marie), à Nancy.
Peaucellier (M^{lle}), à Beaumont-sur-Oise (Seine-et-Oise).
Pierrat (M. Charles), à Grenoble.
Poulain (M^{lle}), à Fougères.
Ravinet (M^{me}), à Saint-Germain-en-Laye.
Rebut (M. Alfred), à Pont-l'Évêque (Calvados).
Riausse (M^{me}), à Angers.
Richard de Gennes (M.), à Laval.
Saint-Jouan (M. de), bienfaiteur de l'Œuvre, à Saint-Brieuc.
Saint-Sauveur (M. F. de), à Paris.
Salmon (M. le Chanoine), curé de Saint-Séverin, à Paris.
Schaffner (Le R. P. Eugène-Joseph), prêtre missionnaire de Notre-Dame de Sion, à Paris.
Serpely (M^{lle} R.), à Beaujeu (Rhône).
Spetz (M.), à Issenheim (Alsace).
Tarride (M.), à Toulouse.
Tiffaine (M. l'Abbé), curé de Saint-Jean de la Haize (Manche).
Touchard (M^{me} l'Amirale), à Paris.
Tricot (M. et M^{me} Joseph Ghislain), à Soignies (Belgique).
Tricot (M. et M^{me} Joseph), à Soignies (Belgique).
Tricot (M. l'Abbé Henri), à Soignies (Belgique).
Tricot (M^{lle} Joséphine), à Soignies (Belgique).
Vangel (M. de), à Noailly (Loire).
Verdier (M.), à Auch.
Vibrac-Pierrat (M. le lieutenant), à Rosendaël (Nord).
Vibrac-Pierrat (M^{me}), à Charmes (Vosges).
West (M^{me} James), à Calais.

PATER, AVE, DE PROFUNDIS.

L'Œuvre des Ecoles d'Orient a été approuvée par le Saint-Siège, dès son origine, et spécialement recommandée à l'univers catholique par S. S. Léon XIII, dans trois Encycliques, et par plusieurs lettres pontificales. Elle a pour but de régénérer ce cher Orient, berceau de l'Eglise et patrie du Sauveur. Elle vient en aide à toutes les œuvres catholiques qui travaillent à ramener les nouvelles générations à la vraie Foi et à l'Unité par les Ecoles, les Séminaires, les Noviciats, les Dispensaires, les Crèches, les Orphelinats, les Refuges, et par l'exercice de la charité sous toutes ses formes. Elle s'efforce surtout de maintenir et de propager l'**Union des Eglises** par la formation d'un bon clergé indigène dans les différents rites orientaux.

L'Orient renferme, en dehors des musulmans, des millions de chrétiens dissidents appartenant aux diverses Eglises non unies. Or, l'apostolat auprès de nos frères séparés, comme auprès des infidèles, ne peut s'exercer que par l'Ecole, par l'éducation chrétienne des générations nouvelles, à cause des préjugés invétérés qui mettent les adultes en garde contre nous. La prédication ordinaire y reste infructueuse, car elle ne peut atteindre ceux que tant de préjugés de race et de culte tiennent à l'écart de nos églises et de nos Missionnaires, tandis que nos écoles se remplissent d'élèves de toute religion et de toute nationalité.

En réalité, c'est l'œuvre des anciennes Croisades qui se continue, comme jadis, au cri de **Dieu le veut!** non plus, il est vrai, en vue de conquêtes guerrières, mais par les armes plus fécondes de la prière et de la Charité!

Elle est placée sous la protection de la T. S. Vierge, des Apôtres et des Docteurs de l'Eglise orientale; S. Jean Chrysostôme en est le patron principal.

Les associés sont invités à *prier pour l'union des Eglises* et à réciter tous les jours à cette intention : 1° *Ave Maria*; 2° l'invocation *Saint Jean Chrysostôme, priez pour nous*.

Voici la liste des faveurs spirituelles et indulgences — toutes applicables aux âmes du Purgatoire — que le Saint-Siège, par divers rescrits, a accordées aux membres de l'Œuvre : 1° Une *indulgence plénière* aux fêtes de Noël, Pâques, l'Ascension, l'Immaculée-Conception, la Nativité, l'Annonciation et l'Assomption de la T. S. Vierge; en la fête des saints apôtres Pierre et Paul; ou à l'un des jours de l'octave de ces diverses fêtes; 2° le 27 janvier, fête de S. Jean Chrysostôme, patron de l'Œuvre; 3° une fois chaque mois, au choix des associés; 4° à l'article de la mort; 5° une *indulgence partielle* de sept ans et sept quarantaines, chaque fois qu'ils assistent à une réunion de l'Œuvre dans une église approuvée; 6° une messe est dite tous les mois pour les associés vivants et défunts; 7° *tout prêtre, qui travaille à propager l'Œuvre*, a par ce fait l'indult de l'autel privilégié trois fois par semaine. Cette concession est perpétuelle. Il peut, en outre, de *consensu Ordinarii*, pendant une période de cinq années, appliquer aux médailles, chapelots, statues de N.-S. Jésus-Christ et de la T. S. Vierge, les indulgences accoutumées, même celles dites de sainte Brigitte. C'est la direction générale qui se charge, à Rome, du renouvellement de ce privilège.

On est membre de l'Œuvre en donnant chaque année une aumône, si petite qu'elle soit. *Toute souscription ou collecte annuelle de 10 francs* donne droit à un exemplaire du Bulletin, qui paraît tous les deux mois.

Plusieurs personnes donnant ensemble un total de 10 francs par année forment une *série*, à la tête de laquelle est placé un *collecteur* ou une *collectrice*, qui reçoit et fait circuler le Bulletin.

On peut assurer à perpétuité sa souscription à l'Œuvre, en versant la somme de 200 francs.

A ces membres fondateurs le service régulier du Bulletin est assuré sans qu'ils aient à verser leur cotisation annuelle dont ils sont ainsi libérés.

Une messe est célébrée chaque mois pour les Fondateurs vivants et défunts. Ils participeront, en outre, à toutes les prières et bonnes œuvres qui se font et se feront à *perpétuité* dans les Missions d'Orient.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

	FR.	C.

Nom du chef de dizaine : _____

Adresse : _____

Tous les fonds sont centralisés aux Bureaux de l'Œuvre.

Les mandats, bons de poste, billets et chèques doivent être au nom de Mgr Charmetant, Directeur général, 20, rue du Regard, à Paris (VI^e arr^t).